

Sortir du confinement : oui, mais dans quel état ?

Ce n'est pas parce que les soignants sont au front qu'il est interdit de penser à l'après-confinement.

Ce n'est pas non plus inciter à malmener les consignes de confinement que de se situer – intellectuellement – à l'étape d'après.

Ce n'est pas enfin manquer à « l'union nationale » ou au devoir de solidarité que de souligner les difficultés immenses potentielles de la sortie de crise.

D'un point de vue sanitaire

Si la question paraît aujourd'hui aussi impalpable sur le plan sanitaire, c'est peut-être parce qu'elle ne trouvera pas de réponse définitive de sitôt (un an, voire deux).

Qu'on l'appelle 2ème vague ou insuffisance d'immunité de groupe, dont on n'est d'ailleurs pas certain qu'elle soit protectrice, une recrudescence de l'épidémie va forcément décevoir, au lendemain d'un dé-confinement, aussi imparfait qu'inévitable.

Des plateformes de dépistage massif vont être mises en place ; celle de Paris ouvre à l'Hôpital Broussais, avec une capacité de plusieurs milliers de tests par jour, en appliquant des techniques NGS de séquençage à haut débit. Ces plateformes calmeront l'ire populaire sur l'insuffisance des dépistages mais leur intérêt épidémiologique est modeste.

En effet, elles ne font qu'industrialiser la même RT-PCR imparfaite, avec ses 20-30% de faux-négatifs. Il n'existe ni traitement efficace ni vaccin. Elles ne pourront dès lors servir qu'à confiner les « positifs », puisque Singapour vient de montrer que la distanciation, même bien comprise, est insuffisante.

La sérologie sera disponible dans le mois qui vient et permettra sans doute d'abord... d'alimenter notre déception, avec un taux d'immunisation qui serait à Paris aujourd'hui autour de 5 à 10%, donc très loin des 60-70% tampons nécessaires. Elle sera ensuite le moins mauvais indicateur de fin d'épidémie, du moins jusqu'à l'automne...

La porte est donc entrouverte à une évolution autoritaire et intrusive du (re)confinement : sur marquage sérologique négatif et/ou sur PCR positive, et GPS, tout cela au milieu d'un été forcément particulier, entre peur de la maladie et désobéissance de Français interdits de séjour, non seulement en Europe mais peut-être même sur les plages jusqu'à nouvel ordre.

Séquelles de la crise

Le fait même qu'il ne puisse s'agir d'une sortie nette et sans risque de réplique sur le plan sanitaire complique encore la donne en termes sociaux.

En dehors même de ce facteur aggravant, les raisons qui rendront la sortie compliquée, pour utiliser un euphémisme, sont déjà nombreuses.

Un tel traumatisme (quelle que soit l'échelle de mesure : nombre de morts, dégâts collatéraux, niveau d'anxiété collective...) ne peut se conclure sans une recherche en responsabilités. Quoi qu'on pense du comportement des dirigeants, la recherche des coupables ou des boucs-émissaires est inéluctable. Elle fait partie du processus de sortie. Il vaudrait mieux qu'elle se fasse à « dossiers ouverts » dans des enceintes appropriées (au Parlement), plutôt que d'ajouter le soupçon de la dissimulation au besoin de savoir. Cette dimension sera rude, sinon violente. La virulence des échanges actuels sur les réseaux sociaux en donne déjà un avant-goût.

La cohésion sociale va être mise à rude épreuve : cette crise est profondément inégalitaire. Certes, on salue aujourd'hui les soignants et les travailleurs de l'ombre... Il n'empêche que ce sont ceux qui sont « au front », souvent peu protégés, qui paient le plus lourd tribut et non pas les télé-travailleurs (que nous sommes). A la fin de l'histoire, il y aura aussi les travailleurs sous statut (qui auront conservé leur salaire et leur emploi) et les autres (qui en auront souvent perdu une partie, fixe ou variable, et qui auront parfois vu disparaître leur emploi avec leur entreprise).

La cohésion territoriale aussi aura été malmenée : avec des dégâts de la pandémie très disparates, des gestes de solidarité certes, mais aussi des protestations légitimes contre les migrations intempestives de certains « privilégiés ». Cela va laisser des traces dans une France déjà fracturée sur le plan spatial.

Autrement dit, on va sortir de cette claustration, de ce qui n'aura été qu'un mauvais rêve, traversé par beaucoup sans dommages, dans une forme de griserie (comme celle qui accueille le retour du soleil ou du printemps) quand d'autres (populations ou territoires) présenteront les séquelles de cette « guerre » mal nommée.

Difficultés à venir

Au-delà des stigmates de l'épidémie elle-même, la réalité à venir va être marquée par des difficultés hors normes.

En matière économique, certains secteurs rattraperont sans trop de difficultés les quelques mois de chiffre d'affaires perdus (du moins si la circulation des personnes et des biens reprend à peu près normalement) mais les saignées dans l'appareil productif seront profondes, car on ne peut penser que l'Etat compense indéfiniment les pertes d'activité. De même, les amortisseurs sociaux de l'Etat providence fonctionneront un temps, pas indéfiniment. L'effet de ciseaux recettes-dépenses publiques va en effet être violent (on parle de près de 8% de déficit public, d'une dette bondissant de 12 pts de PIB) et conduira à retirer tôt ou tard les soutiens à l'économie, précipitant la chute de très nombreuses entreprises, et à réguler les dépenses sociales.

En matière sanitaire : les professionnels sont nombreux à alerter sur la baisse drastique de la fréquentation des cabinets de ville et des urgences hospitalières hors Covid-19 ; la réplique sanitaire risque donc d'être elle aussi violente avec des pathologies mal ou non prises en charge pendant de longues semaines, des formes de décompensation chez certains publics fragiles, etc.

En matière d'infrastructures sanitaires et sociales enfin, le tissu aura été lui aussi mis à rude épreuve, sur-sollicité pour une part et en état de déshérence pour toute la partie non directement concernée par le Covid mais désertée par des patients craintifs.

Tirer les bonnes leçons

« Rien ne sera plus comme avant » dit-on... Mais rappelons-nous les innombrables situations où l'Histoire a démenti ces belles paroles : la der-des-der, la crise financière de 2008 et les leçons qu'on était censé en tirer... La vérité est que les forces de rappel sont innombrables : les routines des organisations reviendront très vite ; la contrainte budgétaire sera, on l'a dit, incommensurable ; il est difficile de croire que les hiérarchies sociales ou salariales puissent être bouleversées...

Tout au plus peut-on essayer de tirer les bonnes leçons. Dans le champ de la santé :

- Le coût exorbitant de l'oubli de la prévention/précaution ;
- Le paradoxe qui ferait qu'on serve d'abord le curatif à la sortie ;
- Les questions de souveraineté sanitaire et productive ;
- La question de l'articulation ville / hôpital / médico-social éclairée sous un nouveau jour par cette crise ;
- Les questions posées par les populations fragiles elles aussi éclairées de façon inédite ;

- Le sujet des EHPAD, une nouvelle fois dramatiquement exposés ;
- La ductilité de l'administration et la possibilité de bousculer les routines ;
- La possibilité d'ancrer de nouvelles pratiques de recours aux soins (e-santé) et de dispensation.

LISA reviendra sur tous ces sujets dans les semaines et les mois à venir.

Concluons provisoirement avec le philosophe Cioran : « Ce que l'on appelle pessimisme n'est rien d'autre que l'art de vivre, l'art de goûter la saveur amère de tout ce qui est ». 2020 : année Cioran ?

Professeur Yves Ville, chef du Service d'obstétrique
et de médecine fœtale à l'Hôpital Necker,
membre du bureau de LISA

Stéphane Le Bouler, président de LISA